



**ENTREPRENEURS DE PROGRES**

---

## Revue de presse

*Mardi 26 février 2019*

*Mobile: 0770 88 90 80  
Lotissement Sylvain Fourastier  
N°08 El Mouradia, Alger  
Mobile: 0770 88 90 80  
[communication@fce.dz](mailto:communication@fce.dz)  
[www.fce.dz](http://www.fce.dz)*

# **SOMMAIRE**

<b>A la une .....</b>	<b>2</b>
• L'Algérie a traversé la crise pétrolière en préservant son indépendance de décision économique (APS) .....	3
• Agriculture : multiplier les grandes coopératives pour améliorer la production nationale (APS) .....	5
• Selon le directeur de l'ONIL: Le sachet de lait à 25 dinars pose problème (Le Quotidien d'Oran) .....	6
• Industrie agroalimentaire : Les producteurs nationaux tournés vers l'exportation (Reporters) .....	8
• Saïd ferri: « La stabilité de l'Algérie et sa proximité avec l'Europe sont des facteurs d'attractivité » (Algérie Eco) .....	9
• Samira Djaidet, DG de l'Ansej : Le Fonds de garantie rembourse 70% des crédits bancaires (Algérie Eco).....	12
• 17 millions de voyageurs dont 3,9 millions d'étrangers sont entrés au pays en 2018 (APS).....	13
• Panier de l'Opep : à plus de 66 dollars le baril (El Moudjahid) .....	14
• Air Algérie : Acquisition prochaine de neuf avions pour 2,2 milliards de dollars (El Moudjahid).....	15
• Condor lance l'Allure X à Barcelone (Maghreb Emergent).....	16
• Le chiffre d'affaires de Djezzy continue de reculer, les investissements en forte baisse (TSA).....	17
<b>Banque/Bourse/Assurance.....</b>	<b>18</b>
• Nacer Saïb, PDG de la SAA, affirme : « Diversifier plus le business » (El Moudjahid).....	18
<b>Commerce .....</b>	<b>19</b>
<b>Coopération .....</b>	<b>19</b>
• Yousfi évoque la coopération industrielle avec le président de la Chambre roumaine de commerce et d'industrie (APS).....	20

## **L'Algérie a traversé la crise pétrolière en préservant son indépendance de décision économique (APS)**



L'Algérie a traversé le choc pétrolier avec ses propres ressources financières en préservant son indépendance de décision économique, a affirmé lundi le Premier ministre, Ahmed Ouyahia.

Lors de sa présentation de la Déclaration de politique générale devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), le Premier ministre a présenté le bilan de l'action du gouvernement y compris les réalisations dans le domaine économique.

Durant ces deux dernières années, a-t-il rappelé, le pays a poursuivi les réformes pour l'amélioration de l'environnement financier et de l'investissement.

Citant les progrès enregistrés dans le domaine économique, il a relevé que l'agriculture a connu un taux de croissance proche de 9%.

Quant à l'industrie, il a soutenu que ce secteur arrive à satisfaire la demande nationale dans plusieurs filières et même à accroître ses exportations hors hydrocarbures.

En dressant le bilan de l'action de son gouvernement depuis septembre 2017, M. Ouyahia a également estimé que la croissance économique a été "robuste", se rapprochant de 4% en 2018 hors des hydrocarbures.

Evoquant le secteur des hydrocarbures, il a soutenu qu'il est en "phase de mise à niveau" et qu'il dispose d'un "avenir prometteur" grâce à sa future législation révisée, à l'exploration des ressources non conventionnelles et au développement de la pétrochimie.

Le Premier ministre a, en outre, indiqué que les transferts sociaux représentent plus de 1.500 milliards DA/an, alors que le taux de chômage s'est stabilisé à 11% malgré l'importance des nouvelles demandes d'emplois.

Abordant la communauté nationale à l'étranger, le Premier ministre a rappelé qu'elle bénéficie de mesures nouvelles décidées par le Président de la République il y a une année.

Ainsi, concernant la diaspora algérienne, il a indiqué que 21.000 dossiers ont déjà été traités pour l'accès au logement promotionnel, alors que plus de 900 dossiers ont été finalisés pour le bénéfice de micro-crédits en faveur des jeunes.

En outre, des dizaines de projets d'investissements des expatriés algériens sont traités par l'Agence nationale de développement de

l'investissement (ANDI), a fait valoir M. Ouyahia qui a fait savoir que l'ouverture d'une banque algérienne en France sera concrétisée en 2019. Concernant la mise en œuvre du programme du Président de la République pour la période 2014 à 2018, le Premier ministre a souligné que les cinq dernières années ont été "riches en réalisations".

Dans le domaine économique, l'investissement a bénéficié de facilitations supplémentaires, notamment à travers la décentralisation des procédures, une offre plus grande du foncier industriel, d'importantes mesures de défiscalisation et de bonification des crédits bancaires, ainsi que le soutien aux exportations hors hydrocarbures.

S'agissant des réalisations physiques, les cinq dernières années dégagent un bilan "éloquent", a-t-il soutenu, soulignant que ce bilan a été atteint en dépit du choc pétrolier apparu en 2014 et qui a réduit de 70% les revenus extérieurs du pays.

Il a cité notamment les 1,2 million de logements livrés, 1,6 million de foyers raccordés au gaz naturel et près de 2 millions de foyers raccordés à l'énergie électrique, 8 barrages réalisés, alors que le réseau routier s'est accru de plus de 3.500 kms auquel s'ajoute le réseau ferroviaire qui a enregistré la construction et la modernisation de plus de 1.000 km, et la réalisation de nombreuses infrastructures portuaires, aéroportuaires et de transport urbain.

L'ANDI a enregistré plus de 26.000 projets d'un montant supérieur à 8.000 milliards DA, a encore affirmé M. Ouyahia, ajoutant que l'investissement agricole a totalisé 67.000 projets soutenus par les fonds publics avec un montant de 351 milliards DA.

De ce fait, il se confirme que la mise en œuvre du programme du Président de la République pour la période 2014 à 2018, à laquelle a pris part le Gouvernement, aura été caractérisée par des avancées "majeures" dans tous les domaines, a-t-il soutenu.

### **Choc pétrolier: des mesures financières internes prises souverainement**

Par ailleurs, le Premier ministre a estimé que ces vingt dernières années auront connu une "véritable renaissance nationale", soulignant que les réalisations physiques des vingt dernières années sont le fruit d'une "véritable entreprise de reconstruction nationale d'un pays mis à genou par une grave crise économique, mais aussi terriblement frappé par une tragédie nationale sanglante".

Rappelant qu'en 1999, l'Algérie croulait sous un endettement extérieur de plus de 30 milliards de dollars, il a indiqué que c'est la continuité qui a permis de rembourser par anticipation plus de 25 milliards de dollars de cette dette, de mettre un terme au recours à l'endettement extérieur, de mener une gestion prudente des réserves de change et de constituer une importante épargne du Trésor.

"Ce sont ces différentes mesures qui ont permis à notre pays de faire face au récent choc pétrolier", a-t-il insisté.

Revenant au recul du prix du pétrole, le Premier ministre a rappelé que la chute des cours du brut en 1986 avait coûté à l'Algérie l'arrêt du

processus de développement, un endettement extérieur étouffant et un ajustement structurel "douloureux".

Mais pour le choc pétrolier de 2014, qui a acculé des pays pétroliers à la récession et poussé d'autres à contracter des programmes d'ajustement financier, le Premier ministre a tenu à préciser que pour l'Algérie, elle a pu traverser cette tourmente "avec ses propres ressources financières préservant son indépendance de décision économique".

Plus encore, a-t-il poursuivi, le processus de développement n'a pas été bloqué même s'il a connu un ralentissement, avant d'être relancé "grâce à des mesures financières internes prises souverainement".

Dans son intervention, M. Ouyahia a abordé la maturation du développement économique lequel, a-t-il observé, "est souvent décrié partant de lectures immédiates".

Cependant, a-t-il noté, l'analyse plus attentive de ce développement économique "ne pourrait manquer de confirmer l'apparition graduelle de ses fruits".

Citant, dans ce sens, l'exemple du domaine agricole, il a souligné que l'important programme de soutien public à l'investissement, aux productions stratégiques et à l'irrigation, donne déjà des résultats "probants".

A ce propos, il a relevé que le pays réduit de plus en plus sa dépendance en matière de viande et de lait et qu'il relèvera ce défi dans quelques années.

Pour le reste de la production agricole, il a observé que l'Algérie dépasse de plus en plus le seuil de l'autosuffisance et dégage des capacités supplémentaires destinées à une exportation croissante.

Dans le domaine de l'entreprise, les importants avantages incitatifs concédés au niveau fiscal et parafiscal ainsi que les crédits bonifiés, sont à l'origine des dizaines de milliers d'investissements notamment nationaux de tailles diverses, selon le Premier ministre, ajoutant que les partenaires étrangers "font aussi de plus en plus confiance à la stabilité politique et aussi juridique du pays" se traduisant par la multiplication des grands projets mixtes.

### **Agriculture : multiplier les grandes coopératives pour améliorer la production nationale (APS)**



La multiplication des grandes coopératives agricoles contribuerait à l'amélioration de la production et de la valorisation des produits

nationaux, a indiqué lundi à Alger le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Kamel Chadi.

Lors d'un point de presse tenu en marge de l'inauguration de la 17ème édition du Salon international de l'agroalimentaire "Djazagro", le représentant du ministère a fait savoir que l'un des défis à relever par son secteur était la création de grandes coopératives agricoles dans les différentes filières, regroupant l'ensemble des capacités des agriculteurs afin de développer la production nationale et mener au mieux la "bataille" de l'exportation des produits agricoles et agroalimentaires nationaux.

Selon lui, le deuxième défi national auquel le secteur est confronté réside dans la multiplication des centrales d'achat destinées au stockage, à la valorisation et à l'emballage des produits.

Quant au troisième défi de l'agroalimentaire en Algérie, il consiste à mettre à contribution les acteurs de la grande distribution à travers les grandes surfaces, outre les petits distributeurs.

Expliquant que la filière agroalimentaire est une "chaîne" dans laquelle interviennent plusieurs acteurs, le SG du ministère de l'Agriculture a indiqué que le but étant que l'ensemble de ces acteurs jouent pleinement leurs rôles pour transformer et valoriser les produits agricoles. Les produits nationaux connaissent également un "succès certain" au niveau des marchés étrangers, a-t-il estimé.

Concernant l'exportation, le même responsable a souligné le rôle que devrait jouer la branche agroalimentaire dans l'absorption des excédents de la production agricole enregistrés au cours de ces dernières années.

Il a ainsi précisé qu'au cours de l'année 2018, l'Algérie avait produit plus de 150 millions de quintaux de produits maraîchers et près de 52 millions de quintaux de fruits.

"L'opération d'exportation débute au niveau des champs à travers un accompagnement technique, suivi par une valorisation en post-production", a-t-il affirmé.

Pour rappel, le Salon "Djazagro" se tient du 25 au 28 février au Palais des expositions (Pins maritimes/Alger) avec la participation de près de 160 exposants algériens et 720 exposants étrangers venus de 34 pays.

Partenaire du salon, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) organisera tout au long de la manifestation des rencontres "invest & export business meetings", sous forme de tables rondes sur différents thèmes, dont "la réglementation algérienne des investissements", "la sécurisation financière et contractuelle", ainsi que sur "les taxes et douanes à l'export". Des conférences techniques sont également au programme, comme celle sur "l'emballage et la valorisation de la production locale".

### **Selon le directeur de l'ONIL: Le sachet de lait à 25 dinars pose problème (Le Quotidien d'Oran)**

L'Algérie, troisième importateur de poudre de lait au monde derrière la

Chine et le Mexique, est en train de mettre en place une stratégie efficace pour s'affranchir des importations.

C'est ce qu'a laissé entendre, hier lundi, le directeur général de l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL), Mourad Alim.

Il a expliqué dans une intervention à la Radio nationale que «nous avons mis en place une stratégie de développement de la production du lait avec l'installation, le 12 février dernier, du Conseil national interprofessionnel du lait (CNIFLAIT)». Le CNIFLAIT a pour mission, a-t-il dit, «de gérer la filière avec différents secteurs du lait (producteurs, collecteurs et laiteries)». M. Alim a rappelé que «le développement de la production laitière est une industrie très importante, la plus grosse de l'agriculture», avant de souligner que «nous avons 900.000 vaches laitières, 1/3 moderne, et le reste sont des vaches laitières locales.

En plus, nous avons 200.000 producteurs laitiers». Pour les approvisionnements en poudre de lait, il a affirmé que «nous sommes à l'heure actuelle à près de 600 millions de dollars d'importations, et on était il y a trois ans à 400 millions de dollars. Nous importons une moyenne de 200.000 tonnes de poudre de lait par an, alors que le secteur privé et les laiteries importent 60% de la facture de lait, et vont directement vers les dérivés du lait». C'est ce qui explique, a-t-il indiqué, que «la facture des importations du lait atteint 1,3 milliard de dollars». Selon le DG de l'ONIL, «60% des importations de poudre de lait sont entre les mains du secteur privé». Pourtant, la production locale de lait cru peut atteindre de bons niveaux de rendement, explique-t-il, car il y a dans le sud du pays «des exploitations avec des élevages de 200, 300, voire 1.000 vaches laitières». D'autre part, il a souligné que l'Etat a mis en place des mesures incitatives pour le développement de la filière, dont des primes de 12 DA/l pour les éleveurs, de 5 DA/l pour les collecteurs, de 4 DA/l pour la laiterie qui utilise la poudre de lait et 6 DA/l pour les laiteries qui utilisent le lait de vache cru, en plus des aides pour le matériel d'irrigation, de traction et de mise en place des étables. Dans ce schéma de production, le DG de l'ONIL a indiqué qu'il y a au niveau national trois groupes d'appui à la production d'élevage (Gapel) installés dans les bassins laitiers de Souk Ahras, à Blida et Relizane. Pour atteindre les besoins de la demande nationale en lait, il a expliqué par ailleurs que «nous avons besoin de 200.000 têtes bovines, qui produiraient autour de 20 litres/jour par vache, et donc une moyenne de 6.000 l/an». «C'est faisable à moyen terme», estime-t-il, et «on pourrait régler le problème de l'importation de la facture de lait». «Nous avons de très bons élevages à Naâma et Adrar», a-t-il ajouté, avant de souligner que «l'adaptation de la vache moderne au sud du pays permet d'atteindre les 90 l/an par habitant.

Cela peut être atteint et peut se faire très facilement, car nous produisons actuellement 70% de nos besoins». D'autre part, M. Alim a indiqué que le sachet de lait à 25 dinars pose des problèmes pour ceux qui font de l'élevage, car «tous les laits produits en Algérie partent vers les produits dérivés, c'est très lucratif». Il a annoncé également qu'il n'y aura pas de hausse du prix du lait, qui reste à 25 dinars.



## **Industrie agroalimentaire : Les producteurs nationaux tournés vers l'exportation (Reporters)**

Le Salon professionnel de la production agroalimentaire Djazagro a ouvert ses portes hier. Les trois grands halls de la Société algérienne des foires et des expositions (Safex) des Pins-Maritimes d'Alger, qui abritent l'événement du 25 au 28 février, ont vite été envahis par les nombreux visiteurs dès son inauguration officielle par Kamel Chadi, secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Ce dernier, qui a effectué un large tour des stands, s'est montré plutôt satisfait du professionnalisme des producteurs nationaux. A l'issue de sa visite, il a déclaré à la presse que son département doit relever trois défis. « Le premier étant de créer de grandes coopératives agricoles dans les différentes filières, regroupant l'ensemble des capacités des agriculteurs afin de développer la production nationale et mener au mieux la bataille de l'exportation des produits agricoles et agroalimentaires nationaux », a-t-il expliqué. Concernant le second défi, « il a relevé le nombre insuffisant des centrales d'achat destinées au stockage, à la valorisation et à l'emballage des produits. Des carences qu'il faudra vite combler », a-t-il lancé. Sur le troisième défi, qui se rapporte au secteur de l'agroalimentaire en Algérie, « il consiste à mettre à contribution les acteurs de la grande distribution à travers les grandes surfaces, outre les petits distributeurs ». Et d'expliquer dans ce sens, « la filière agroalimentaire est une chaîne dans laquelle interviennent plusieurs acteurs. Et donc le but étant à ce que les acteurs jouent pleinement leurs rôles pour transformer et valoriser les produits agricoles. Kamel Chadi s'est aussi prononcé au cours de ce point de presse improvisé sur les exportations.

« L'opération d'exportation débute au niveau des champs à travers un accompagnement technique, suivi par une valorisation en post-production », a-t-il précisé. Pour en revenir au Salon Djazagro 2019, qui en est à sa 17e édition, on peut admettre que ce rendez-vous annuel est devenu incontournable chez les acteurs de l'industrie agroalimentaire. Il regroupe, en effet, selon les organisateurs, un nombre important d'exposant, près de 530 dont 77% d'étrangers. Des exposants leaders du secteur, experts venus des quatre coins du monde. Comme il faut souligner au passage que Djazagro représente pour des centaines de jeunes une source d'idées dans leur quête de projets d'investissement. C'est d'ailleurs ce que Reporters a remarqué lors de son passage au Salon. Des jeunes, forts pressés d'en savoir plus sur certains créneaux ont envahi les stands. Un empressement qui s'explique par le fait que de nombreux profils très intéressants pour les jeunes sont présents à ce salon.



Cela va des boulangers-pâtisseries aux fabricants de machines, équipements et produits alimentaires, en passant par les importateurs, exportateurs et distributeurs de ces mêmes produits. Ce regain d'intérêt reflète la richesse, la diversité et la qualité de l'offre proposée par le salon dans tous les secteurs de l'agroalimentaire. Et dans ce sens, il y a lieu de souligner que l'ensemble des exposants n'ont pas lésiné sur les moyens afin de mettre en évidence tout leur savoir-faire et aussi créer de l'attractivité. Au registre des nouveautés, rien de spécifique, si ce n'est la forte participation des Chinois venus pour la plupart exposer des produits alimentaires conditionnés. Concernant l'animation sur les stands, les exposants producteurs ont organisé des séances de dégustation. Notons que les producteurs d'arômes alimentaires exposent en nombre. A notre question de connaître leur avis sur la levée d'interdiction d'importation de produits alimentaires, notamment en ce qui concerne leur secteur d'activité, ils nous ont répondu à l'unanimité : « C'est une bonne chose tant que la taxe du Daps reste à un niveau qui ne nous pénalise pas trop ». Rappelons enfin que la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), partenaire de Djazagro, organisera tout au long de la manifestation des rencontres Invest & Export Business Meetings, sous forme de tables rondes sur différents thèmes, dont « la réglementation algérienne des investissements », « la sécurisation financière et contractuelle », ainsi que sur « les taxes et douanes à l'export ». Des conférences techniques sont également au programme, comme celle sur « l'emballage et la valorisation de la production locale ». On croit savoir enfin que des ambassadeurs vont rendre visite aux stands de leurs pays respectifs.

**Said ferri: « La stabilité de l'Algérie et sa proximité avec l'Europe sont des facteurs d'attractivité » (Algérie Eco)**

Dans cet entretien, Said ferri, représentant en Algérie, de la convention Europe-Afrique du Nord, revient sur la 16ème édition qui s'est déroulée le 15 et 16 février à Bordeaux, évoquant le développement des startups algériennes, et l'importance de l'économie sociale et solidaire.

Algerie-Eco : Comment voyez-vous l'évolution des start-up algériennes dans l'espace Europe-Afrique du Nord ?

M.Ferri : La mobilité en faveur de l'entrepreneuriat, l'innovation, l'économie digitale est la question centrale pour l'intégration économique Europe-Afrique du Nord des start-up algériennes. Cela passe par la mobilisation des écosystèmes d'appui à l'innovation (incubateur, cluster, lab) pour développer des collaborations technologiques et d'affaires croisées avec un accompagnement de mise en relation accéléré à l'international (réseau de start-up, investisseurs, labs). Les start-up peuvent aussi s'insérer dans leur éco-système local (Incubateur ou accélérateur) pour une meilleure proposition de valeur.

Les start-up ont des modes de pensées local mais doivent agir en global pour s'orienter vers des solutions spécifiques de mass market dans ce

vaste ensemble. C'est pourquoi nous pouvons co-construire un nouveau modèle d'engagement structurant pour les start-up algériennes en les accueillant dans des espaces de co-working par exemple. Ce peut être un lieu d'exploration de solutions inspirantes communes euro-nord-africaine mais surtout l'occasion de faire du business et du réseautage avec des investisseurs et Venture capital. On doit par ailleurs imaginer des dispositifs de financement innovant tel que le crowdfunding (financement participatif) pour structurer l'accès au financement.

Pouvez-vous nous en dire plus sur l'économie sociale et solidaire ?

L'Économie sociale et solidaire repose sur des valeurs et des principes communs d'utilité sociale, coopération, ancrage local adapté aux nécessités de chaque territoire et de ses habitants.

Les acteurs de l'Économie sociale et solidaire investissent dans des projets durables, à moyen et long terme dans des champs très divers : environnementaux (notamment la transition énergétique citoyenne), le logement, la santé, la finance (mutualité d'assurance), producteurs en circuits courts, etc. Ils se caractérisent par la coopération (comme dans les Pôles territoriaux de coopération économique) et par l'innovation dans le domaine du travail et de l'emploi.

Dans un monde globalisé, les acteurs de l'ESS rappellent l'importance de la localisation de l'activité économique intégrant les besoins de chaque territoire. De surcroît, ce choix d'une relocalisation économique donne naissance à un cercle vertueux, à plusieurs titres. Au niveau économique et social, les activités fortement territorialisées ont l'avantage d'offrir une importante ressource d'emplois non délocalisables. Écologiquement, les circuits courts permettent par exemple de développer un mode de consommation responsable et respectueux de l'environnement. Enfin, au niveau sociétal et humain, l'ancrage territorial de l'ESS permet de rétablir des liens sociaux.

Pensez-vous que le climat des affaires en ALGERIE est favorable pour le développement de ces échanges, entre les deux rives ?

La stabilité de l'Algérie et sa proximité avec l'Europe sont des facteurs d'attractivité pour l'investissement direct étranger (IDE) tout comme la diversification de l'économie, vecteur de croissance économique et d'emploi.

La gouvernance et l'action de l'État dans l'amélioration du climat des affaires par des mesures de facilitation sont un levier pour l'attractivité des IDE pour l'ALGERIE et un soutien fort à l'entrepreneuriat.

L'amélioration du climat des affaires est plus favorable pour les IDE en ALGERIE par la volonté des pouvoirs publics d'initier un code des investissements incitatif (exonérations fiscales à long terme) même si certains diront que la règle dite 51/49, régissant l'investissement étranger en Algérie est contraignant.

D'un point de vue macro économique, l'Algérie recèle des opportunités de marché lucratives dans plusieurs secteurs à forte potentialité de croissance de long terme tels que l'agriculture, le tourisme, les technologies de l'information, la construction automobile, l'énergie.

Vous pilotez l'un des premiers projet de l'AREEA en ALGERIE, en l'occurrence, la création d'une centaine de projets d'aquaponie. Quels en sont les objectifs, et comment réagissent les agriculteurs algériens à ces nouveaux projets ?

Nous voulons développer une méthode de production durable inclusive basée sur la technique de l'aquaponie (aquaculture + hydroponie) au profit de l'insertion sociale et économique des populations d'agriculteur en zone rurale.

Notre souhait est de sensibiliser de façon pédagogique les jeunes agriculteurs et les populations rurales à adopter le principe de l'aquaponie dans une démarche de développement durable et d'économie sociale et solidaire afin de leur assurer des revenus complémentaires sans supporter d'investissement coûteux.

Nos objectifs sont de trois ordres :

- Recueillir l'adhésion pour ces nouvelles techniques à faible impact environnemental autour du principe d'économie circulaire de circuit court de proximité permettant d'augmenter les ressources financières additionnelles des populations à faibles revenus,
- Favoriser l'appropriation des techniques, montrer par l'exemple, diffuser, informer et éduquer à ces nouvelles pratiques,
- Faire émerger un éco-système favorable au transfert technologique et le développement économique de l'aquaponie en ALGERIE,

Nous avons d'ailleurs exposé le projet lors du 1er salon national de l'innovation et l'agriculture avec le soutien de la DG pêche et Aquaculture de TIZI OUZOU ou nous avons noté une très bonne acceptation du concept d'aquaponie parmi les agriculteurs, les visiteurs et les institution nationales.

Nous travaillons de concert avec la chambre d'agriculture et d'aquaculture de la wilaya de TIZI OUZOU afin d'identifier les profils motivés à s'engager dans l'activité d'aquaponie.

Que pensez-vous des résultats de cette édition de la convention Europe Afrique du Nord ?

La CGEA est partenaire de la Convention Europe Afrique du Nord, qui comme chaque année, voit une participation algérienne de très haut niveau. Elle est composée cette année pour la première fois de start-up algérienne ;

Plusieurs personnalités étaient présentes du Maghreb, de France et d'Allemagne, pays à l'honneur qui était représenté par le patronat allemand et l'organisation pour la promotion des femmes dans les conseils d'administration.

Mr Tibaoui, CEO du WTCA et Mr LUNEL, Partner de Ernest & Young ALGERIE ont donné une conférence aux côtés de plus de 25 conférenciers qui se sont succédés présentant les thématiques de l'Economie sociale et solidaire, le partenariat économique Europe Afrique du Nord, la présentation de projets et de réalisations, le financement des start-up et des projets innovants, et bien d'autres thématiques économiques prioritaires. L'ensemble des participants a salué le haut niveau des

interventions, et la pertinence du choix des conférenciers, venus de Tunisie, Algérie, Maroc, Allemagne et France.

Angui Bienvenue, directrice Afrique au BVMW- Mittelstand (représentation patronale allemande forte de 600 000 membres) a annoncé le programme d'investissement « Alliance for Africa » qui s'inscrit dans le cadre de la nouvelle offensive économique allemande en direction du continent africain et a souligné l'importance du partenariat avec l'Afrique dans la mise en valeur des potentiels économiques.

Une exposition parallèle a réuni des entreprises des deux rives, et des associations professionnelles opérant dans le partenariat Europe Afrique du Nord. Des Trophées ont été remis par les présidents des délégations maghrébines aux lauréats :

ID1, une start'up de Limoge qui opère dans le domaine de la e-santé,

ADANEV, une PME de la région parisienne spécialisée dans le transport médicalisé

Mybigbox, une start'up de Bordeaux avec une box de produits des terroirs du Maroc

Business Wise, une société algérienne présente dans l'économie sociale

Kyo Conseil, première agence de marketing inbound en Algérie

Des dizaines de rendez-vous d'affaires ont eu lieu durant la Convention dans les différents temps : post conférences, exposition, déjeuners et cocktails de réseautage. Des projets ont été identifiés, avec une priorité pour les transferts des savoir faire inter maghrébins.

L'une des avancées de la 16ème édition de la Convention est l'intégration de l'Allemagne en tant que partenaire pour l'édition 2020, prévue à Toulouse, les 20 et 21 février, et qui a obtenu déjà l'adhésion des autorités locales en Occitanie.

Fait marquant, la participation algérienne, bien que handicapée par le problème récurrent des visas, a surpris les participants par la qualité des interventions des jeunes start-up qui expriment la vitalité de la société civile.

M.Tibaoui, Président du World Trade Center, a présenté avec M. Lunel, responsable de Ernest& Young Algérie, l'environnement des affaires actuel et les opportunités à saisir.

Le but de la 16ème Convention Europe Afrique du Nord est de rapprocher les points de vues des opérateurs des pays concernés, et de faire émerger de nouveaux projets de collaboration à la fois verticale et horizontale. La Convention accompagne ses exposants et partenaires tout au long de l'année pour l'atteinte de leurs objectifs.

Un nouveau réseau d'affaires Nouvelle Aquitaine-Occitanie-Maghreb a vu le jour, piloté par des entrepreneurs des deux rives, contribuant à la mise en relations d'affaires et aux investissements.

**Samira Djaider, DG de l'Ansej : Le Fonds de garantie rembourse 70% des crédits bancaires (Algérie Eco)**



Le Fonds de Garantie des Crédits à la PME (FGAR) rembourse 70% du crédit bancaire accordé à la micro-entreprise, a révélé ce lundi la directrice de de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ), Mme. Samira Djaider, lors de son passage à la chaîne EnnaharTV.

Elle a par ailleurs appelé les jeunes promoteurs en difficultés à s'approcher de l'agence pour bénéficier d'une aide, précisant que l'Ansej effectue des visites sur le terrain.

Mme. Djaider a indiqué que «le pourcentage des micro-entreprises dont les dettes avaient été remboursées par le Fonds de Garantie des Crédits à la PME (FGAR) ne dépassait pas 10%. »

En ce qui concerne les entreprises en difficultés, Mme. Djaider a rappelé que « l'Agence accompagne ces entreprises sur le terrain, afin de les à surmonter les difficultés et à reprendre leur activité. »

Pas d'effacement des dettes

S'agissant de l'effacement des dettes des entreprises créées dans le cadre du dispositif de l'ANSEJ, la directrice de l'Agence a totalement écarté cette possibilité. En effet, elle a indiqué en mai dernier qu' « il n'y aura jamais d'effacement de la dette des entreprises créées dans le cadre de l'Ansej, on ne peut pas aller vers l'effacement ».

Elle a indiqué de ce sens que les jeunes promoteurs de micro-entreprises créées dans le cadre du dispositif de l'Ansej avaient bénéficié d'un rééchelonnement de leurs dettes contractées auprès des banques..

Pour rappel, l'Ansej avait annoncé en septembre dernier le dégel de certains projets qu'elle soutient pour « aider les jeunes à investir et à créer des micro-entreprises dans des activités où le nombre d'investisseurs est légèrement inférieur aux besoins de chaque région. », selon Mme. Djaider.

### **17 millions de voyageurs dont 3,9 millions d'étrangers sont entrés au pays en 2018 (APS)**

Près de 17 millions de voyageurs dont 3,9 millions d'étrangers sont entrés au pays en 2018, a-t-on appris dimanche à Oran du commissaire Zouaoui Rabah, chef du service de communication à la direction de sécurité publique de la DGSN, lors du salon international du tourisme "SIAHA 2019".

Environ un million d'étrangers (953.000) sont entrés au pays dans un cadre exclusivement touristique, de même que 4,1 millions de ressortissants algériens, a fait savoir Zouaoui Rabah, rappelant les facilitations accordées par la Police des frontières aux touristes étrangers et aux citoyens algériens durant la saison estivale, ce qui explique la participation de la DGSN à la 10e édition du Salon International du tourisme, des voyages et des transports "SIAHA 2019".

"Nous avons une mission d'accompagnement, de contrôle et d'escorte vis-à-vis des touristes étrangers durant leur séjour en Algérie", a-t-il déclaré, signalant 9.224 missions d'escorte par la DGSN en 2018 et l'accompagnement de 30.500 délégations touristiques durant la même année.

La sûreté nationale a pour mission de protéger et de sécuriser les infrastructures touristiques et toutes les autres structures ayant un lien avec le tourisme comme les hôtels touristiques, les salles de conférences et autres, ainsi que la protection de l'environnement, le patrimoine culturel et archéologique, a indiqué le même responsable, ajoutant que la DGSN vise au salon "SIAHA 2019" à mettre en exergue ses missions en relation avec le tourisme, en plus de sensibiliser sur la sécurité routière.

La DGSN, à travers ses deux services de la voie publique et de la police des frontières, met en exergue au salon les équipements et moyens mis en place en matière d'escorte des touristes et de transport, à travers une exposition de quads, de motos à deux et trois roues et autres équipements utilisés durant la saison estivale au niveau des plages et autres sites de vacances et de tourisme.

De son côté, la Gendarmerie nationale, par la voix de Mme Loucif, chargée de la communication des services de la gendarmerie de la wilaya d'Oran a mis en exergue les nombreuses campagnes de sensibilisation et de prévention contre les accidents de la route, ainsi que la protection de l'environnement et la préservation des sites historiques et archéologiques, en plus des plans de sécurité mis en place durant la saison estivale.

### **Panier de l'Opep : à plus de 66 dollars le baril (El Moudjahid)**

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a atteint vendredi 66,56 dollars, contre 66,50 dollars le baril la veille jeudi, a indiqué l'Organisation pétrolière sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).



Le même jour, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 67,49 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 42 cents par rapport à la clôture de jeudi et à son plus haut niveau en plus de trois mois.

A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance gagnait 30 cents à 57,26 dollars. Les observateurs du marché pétrolier ont noté que les prix de l'or noir remontaient vendredi en cours d'échanges européens alors que le marché peinait à trouver un équilibre entre une production américaine à des niveaux record et les efforts de limitation des extractions de l'Opep.

Les Etats-Unis ont atteint un nouveau record de production, à 12 millions de barils par jour (mbj), selon les données hebdomadaires de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA). Ce niveau de production était attendu, puisque l'EIA prévoyait même dans son rapport mensuel une production moyenne de 12,1 mbj pour février, ont-ils fait observer. Malgré le bond de l'offre aux Etats-Unis, les baisses de production volontaires et involontaires de l'Opep vont limiter la baisse des prix à court terme, ont-ils estimé. L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial, produit nettement en deçà des niveaux convenus début décembre, en outre, le Venezuela et l'Iran voient leurs extractions limitées par les sanctions que Washington leur impose. Les pays de l'Organisation pétrolière et ses partenaires, dont la Russie, tiendront une réunion les 17 et 18 avril à Vienne afin d'estimer si leur politique de réduction de la production engagée depuis début janvier doit être maintenue ou amendée. Ce rendez-vous sera précédé par la treizième réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep/non-Opep (JMMC) à Bakou (Azerbaïdjan) le 18 mars prochain.

### **Air Algérie : Acquisition prochaine de neuf avions pour 2,2 milliards de dollars (El Moudjahid)**

Offrir un service de qualité tout en proposant un professionnalisme digne des grandes compagnies aériennes, c'est ce qu'attèle à réaliser Air Algérie à travers la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour essayer, un tant soit peu, répondre aux attentes d'une clientèle de plus en plus exigeante. Pour ce faire, en sus de la formation de la ressource humaine, cheval de bataille de la compagnie, un programme de renouvellement de sa flotte vieillissante a été mis en place, selon le site d'information «fildalgerie.com»

Selon la même source, Air Algérie s'apprête à lancer, dans les prochaines jours, son appel d'offre international pour l'acquisition de 9 appareils après avoir obtenu le feu vert du gouvernement et une ligne de crédit du Fond National de l'Investissement.

Sur la vingtaine d'appareils nécessaires au renouvellement, à court terme, Air Algérie aura pour un premier temps la possibilité d'acquérir 9 appareils dont 2 avions cargo pour le fret et le reste, se compose d'avions destinés



au long et court courrier. La faiblesse de ses résultats et l'importance de son taux d'endettement ne permettant pas à Air Algérie de boucler les acquisitions avec un concours bancaire classique. La compagnie s'est tournée du coup vers le gouvernement qui, après plus de deux ans, a partiellement satisfait son plan de développement, explique la même source.

D'un montant compris entre 2,2 et 2,5 milliards de dollars, le crédit du FNI est assorti « d'excellentes » conditions : faible taux d'intérêt et remboursement étalé sur 20 ans. Il servira en grande partie à l'acquisition d'un premier lot d'appareils composé de 4 avions de ligne court/moyen-courrier, 3 long courriers ainsi que 2 avions cargo.

Avec le retrait des 3 Boeing 767-200 après 28 ans de service, et le souhait d'en retirer 4 ATR 72-500 qui volent depuis 16 ans, Air Algérie pourrait opter pour le maintien de l'harmonisation de sa flotte. Pour le court/moyen-courrier, la compagnie aérienne pourrait jeter son dévolu sur l'ATR 72-600 qui fait déjà partie de sa flotte et affiche un prix catalogue de 25 millions de dollars.

Pour long courrier, Air Algérie a déjà montré de l'intérêt pour le nouveau Boeing 789 Dreamliner, dont le prix catalogue avoisine les 270 millions de dollars. Il sera en concurrence avec l'A330 d'Airbus dont Air Algérie en possède 8. Le prix catalogue de l'Airbus varie entre 238 millions (A330-200), 259 millions (A330-800 neo) et 296 millions de dollars pour l'A300-900 neo.

Pour les 2 avions cargo, Air Algérie pourrait choisir le Boeing 737-800, dont un appareil est déjà exploité dans un segment où la croissance est exponentielle avec la hausse des exportations hors hydrocarbures, notamment les produits agricoles frais. Par ailleurs, il est utile de rappeler que la compagnie nationale a transporté durant l'exercice dernier un peu plus de 6,5 millions de passagers, ce qui représente une progression de 3,2% comparativement à l'année 2017 au cours de laquelle Air Algérie a transporté quelques 6,3 millions. Aussi, son chiffre d'affaire de 2017 s'élève à 9,1 milliards de dinars, soit 764 millions de dollars US.

### **Condor lance l'Allure X à Barcelone (Maghreb Emergent)**

L'édition 2019 de ce mondial du mobile se déroule du 25 au 28 février à Barcelone, avec le slogan « Intelligent Connectivity ».

C'est en marge de sa participation au Mobile World Congress MWC qui se déroule à Barcelone, que Condor a annoncé le lancement mondial en avant-première de son dernier Smartphone, Allure X, un modèle de la gamme Allure High.

Doté d'un écran 6.39" AMOLED High-résolution Display, ce terminal regorge de fonctionnalités de qualité dont le Finger print Indisplay pour une meilleure sécurité.

Allure X est équipé d'un double appareil photo arrière perfectionné de 16 MP /5MP et une caméra frontale de 8MP. Ce nouveau Smartphone possède une batterie de 3500 mAh.

Il est équipé d'un processeur MTK P70 12nm Octa-Core 2.1GHz, d'une mémoire vive (RAM) de 6Go et d'une mémoire interne (ROM) de 128 Go extensible.

Condor occupe un stand de 100 m<sup>2</sup> au MWC de Barcelone aux côtés de plus de 3000 exposants venus de plus de 200 pays pour offrir un panorama complet des produits électroniques et des services pendant la durée du salon qu'abrite la ville espagnole.

Le Mobile World Congress est le plus grand salon de l'industrie de la téléphonie mobile. Il est organisé par la GSM Association, association qui regroupe 250 industriels et 850 opérateurs de téléphonie mobile.

L'édition 2019 de ce mondial du mobile se déroule du 25 au 28 février à Barcelone, avec le slogan « Intelligent Connectivity ».

### **Le chiffre d'affaires de Djezzy continue de reculer, les investissements en forte baisse (TSA)**

Le chiffre d'affaires de l'opérateur téléphonique Djezzy s'est établi à 94,8 milliards de dinars en 2018, en baisse de 6,6% par rapport à 2017 lorsque le chiffre d'affaires s'était établi à 101,5 milliards de dinars, selon les derniers résultats financiers publiés ce lundi par Veon, maison-mère de Djezzy.

Pour le seul quatrième trimestre de l'année 2018, Djezzy a vu son chiffre d'affaires s'établir à 24,1 milliards de dinars contre 24,5 milliards durant le quatrième trimestre de l'année précédente, représentant une baisse de 1,7%.

L'écrasante majorité du chiffre d'affaires de Djezzy en 2018 provient des revenus des services mobiles. L'opérateur détenu à 51% par l'État algérien y a engrangé 93,4 milliards de dinars l'an dernier, en baisse de 6,2% par rapport à l'année 2017 (99,6 milliards de dinars).

Les revenus provenant des données mobiles (Data) inclus dans les revenus des services mobiles ont de leur côté connu une hausse spectaculaire de 74,6% entre les deux dernières années, passant de 12,6 milliards de dinars en 2017 à 22 milliards de dinars en 2018.

Le bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (BAIIDA ou EBITDA) s'est élevé à 42,4 milliards de dinars en 2018, en baisse de 10,1% par rapport à l'EBITDA de 2017 qui s'était élevé à 47,2 milliards de dinars. La marge de l'EBITDA a également baissé de 1,7 point entre les deux années, passant de 46,5% en 2017 à 44,7% en 2018.

Les dépenses d'investissement (Capex) ont également diminué de 13,9% entre 2017 et 2018. S'établissant à 14,6 milliards de dinars en 2017, le Capex a baissé jusqu'à 12,6 milliards de dinars en 2018. Les dépenses d'investissement se sont cependant établies à 4 milliards de dinars durant le quatrième trimestre de 2018, en forte hausse de 46,6% par rapport au

quatrième trimestre de 2017 quand elles s'étaient établies à 5,8 milliards de dinars.

Le nombre d'abonnés a pour sa part également augmenté de 5,7% entre les deux derniers trimestres de 2017 et 2018, passant de 15 millions d'abonnés au quatrième trimestre 2017 à 15,8 millions au quatrième trimestre 2018. Le nombre d'abonnés 3G/4G a de son côté connu une hausse plus conséquente, passant de 7,2 millions d'abonnés au quatrième trimestre de 2017 à 9,2 millions d'abonnés au quatrième trimestre de l'année dernière, soit une augmentation de 28,3%.

« Cette évolution a été rendue possible grâce à la mise en œuvre d'une stratégie commerciale proactive axée sur les services internet et voix pour répondre aux attentes des clients ainsi qu'à une politique d'investissement dans l'infrastructure technologique et le réseau permettant à l'opérateur d'atteindre plus de performance », a affirmé Djezzy ce lundi dans un communiqué commentant les résultats financiers de l'opérateur.

Le chiffre d'affaires mensuel moyen réalisé par une entreprise avec un client (ARPU) a toutefois baissé de 7,4% entre les deux trimestres, passant de 528 dinars par utilisateur au quatrième trimestre 2017 à 489 dinars au quatrième trimestre 2018. Enfin, l'usage des données mobiles par utilisateur a quant à lui explosé entre les deux trimestres, passant de 561 mégaoctets par utilisateur Djezzy au quatrième trimestre 2017 à 2191 mégaoctets par utilisateur au quatrième trimestre 2018, soit une hausse de 290,5%.

« À la fin du quatrième trimestre 2018, les services 4G/LTE de Djezzy couvraient 28 wilayas et plus de 26,6% de la population, tandis que son réseau 3G couvrait les 48 wilayas avec plus de 76,9% de la population », affirme par ailleurs l'opérateur dans son communiqué.

### Banque/Bourse/Assurance

#### **Nacer Saïs, PDG de la SAA, affirme : « Diversifier plus le business » (El Moudjahid)**

«2019 sera une année de l'adaptation aux nouvelles technologies, pour une insertion dans un marché de plus en plus ouvert à la concurrence, et un contexte qui, désormais, impose aux compagnies d'assurances de revoir leur business modèle, pour préserver leur part de marché et reconquérir une clientèle assurable qui a connu, ces dernières années, une mutation culturelle profonde.»

C'est par ces termes que s'est exprimé, M. Nacer Saïs, PDG de la SAA, à l'ouverture, hier à Alger, d'un séminaire dédié à «l'assurance, facteur d'innovation et de développement économique». Soucieuse de garantir une rentabilité durable, la SAA, souligne son premier responsable, a la «ferme détermination de repositionner le client au centre de toutes les préoccupations et recourir aux nouvelles technologies pour améliorer la

qualité de la gestion et des prestations». L'autre objectif recherché par la compagnie est d'«apporter plus de diversité à son business et se défaire progressivement de la dépendance de ses performances fluctuantes d'un segment de son portefeuille qui est l'assurance automobile». Sur sa lancée, M. Saïs ajoute que la SAA, consciente de l'enjeu de la diversification recherchée, compte mener une «démarche appropriée en direction des entreprises, fondée sur la communication et le développement des capacités de conseil, d'accompagnement et d'expertise».

### **Assurance cyberisques : la demande reste timide**

D'autre part, l'orateur indique que 2019 sera aussi une année de tous les risques naturels, comme en témoignent des rapports internationaux. «Les inondations catastrophiques, la sécheresse, les accidents liés à la production agricole, devraient constituer pour nous une priorité», souligne M. Saïs, et d'enchaîner : «Il y a une urgence d'une prise de conscience que le Trésor public ne doit constituer que le dernier recours dans le processus de réparation des préjudices liés aux CATNAT, et qu'une gestion saine et responsables des patrimoines et activités passent nécessairement par la maîtrise des risques et le développement de la fonction risk management». A propos de l'assurance des cyberisques, le premier responsable de la SAA indique que «nous sommes au début, son développement impose que notre marché soit prêt». Si aujourd'hui la demande reste timide, notre vis-à-vis demeure optimiste de voir les années à venir «apporter du nouveau».

### **Indemnisation des sinistres automobiles : importante rencontre d'ici fin 2019**

En marge de ce séminaire, M. Saïs a annoncé la tenue, d'ici la fin de l'année, d'une rencontre qui sera consacrée à l'assurance automobile. L'Union des assureurs et réassureurs, dit-il, travaille pour trouver une solution définitive au problème de l'indemnisation des sinistres automobiles avec à une possibilité d'indemnisation directe de l'assuré. Quant à l'assurance habitation, le patron de la SAA précise qu'elle ne dépasse pas les 10%, mettant en avant la responsabilité des compagnies d'assurances à travers une meilleure sensibilisation. Par ailleurs il convient de souligner qu'en 2018, la SAA a cumulé des prouesses genre «éviter le déjà vu». Un chiffre d'affaire de 28 milliards de dinars avec à la clé une première place nationale et dont 43% sont transformés en marge nette, une marge de solvabilité de 33 Mds DA et 50.5 Mds DA d'actifs financiers, soit 23% des actifs du secteur. S'ajoutent une indemnisation de 180 Mds DA d'indemnisation durant les 15 dernières années, la régularisation de 400.000 dossiers/an, entre autres...

### Commerce

### Coopération

## **Yousfi évoque la coopération industrielle avec le président de la Chambre roumaine de commerce et d'industrie (APS)**

Le ministre de l'Industrie et des mines, Youcef Yousfi, a reçu lundi à Alger une délégation de la Chambre de commerce et d'industrie de Roumanie, conduite par le président de cet organisme, Mihai Daraban, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont examiné les possibilités de coopération entre l'Algérie et la Roumanie notamment dans les secteurs industriel et minier.

A cet effet, M. Yousfi a exprimé le souhait de l'Algérie de bénéficier de l'expérience roumaine dans différents domaines comme la chimie, les mines et la sous-traitance automobile.

Pour le ministre, la Roumanie "possède un savoir-faire et une expérience avérés dans ces secteurs qui peuvent aider l'Algérie à développer ces créneaux".

De son côté, M. Daraban a affiché l'intérêt des entreprises roumaines pour le marché algérien tout en affichant la disponibilité des entreprises adhérentes à sa chambre à collaborer avec les entreprises algériennes dans ces secteurs, note le ministère.

Les deux parties ont ainsi convenu d'organiser des rencontres d'affaires périodiques afin d'examiner les opportunités de partenariat entre les opérateurs algériens et leurs homologues roumains.

Par ailleurs, le secrétaire général du ministère de l'Industrie et des mines, Kheireddine Medjoubi, a reçu lundi une délégation de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), indique un communiqué du ministère.

Les deux parties se sont entretenues sur les conditions à mettre en œuvre pour instaurer une coopération technique durable et efficace entre l'Algérie et le Japon à même de renforcer les capacités de l'industrie nationale dans un contexte marqué par la volonté de l'Algérie à diversifier son industrie et le développement de ses performances.